

Février 2014

➤ UE : OBJECTIFS « CLIMAT ET ÉNERGIE » POUR 2030



Le Conseil Mondial de l'Énergie, à l'initiative du CFE, a mis en place lors du congrès de Daegu un groupe de travail représentant les pays membres de l'Union Européenne pour élaborer une position sur la politique énergétique et climatique en 2030. Les conclusions ont été fondées sur des contributions écrites de 23 membres européens du CME et sur les études et recommandations du congrès. Le message principal est la nécessité de réduire le nombre d'objectifs contraignants à un unique objectif global de réduction du

CO₂ pour l'Europe après 2020. Pour relever ce défi, l'efficacité en termes de coût, la neutralité technologique et un engagement global pour le climat sont des prérequis majeurs ; un nouvel ordre des priorités émerge avec, en tête, la compétitivité.

Ces messages résultent notamment de la déclinaison du trilemme énergétique aux spécificités européennes. Sont mises en avant la sécurité de l'offre d'énergie, à la fois extérieure et domestique, la lutte contre le changement climatique et la nécessité de diminuer les prix de l'énergie pour réduire la précarité énergétique et accroître la compétitivité de l'Europe, la croissance économique, l'emploi et le bien-être. Pour atteindre ces objectifs, le CME insiste sur quatre conditions sine qua non : davantage d'importance pour l'efficacité énergétique, un cadre favorable aux investissements, de nouveaux mécanismes de financement et plus de moyens pour la RD&D.

Cette contribution, officiellement adressée à la Commission Européenne à l'attention des Commissaires en charge de l'Énergie et de l'Environnement et du Directeur Général de l'Énergie, est disponible sur www.wec-france.org.

➤ AGENDA

► Le Conseil Mondial de l'Énergie présentera le mardi 18 février son rapport intitulé « World Energy Issues Monitor », qui consolide au niveau mondial l'analyse des principaux enjeux énergétiques mondiaux réalisée par les membres du CME. Les résultats français avaient été présentés et publiés par le CFE au cours de l'été 2013. L' « Africa Energy Indaba », au cours duquel sera présenté le rapport, réunit du 18 au 20 février des experts du continent africain et du monde entier pour partager leurs réflexions et solutions à la crise énergétique africaine.



► Le Conseil Français de l'Énergie organise avec le réseau de recherche européen NEUJOBS, représenté en France par l'équipe de recherche ERASME, un séminaire sur le thème « **La transition énergétique : impact sur l'innovation et l'emploi** » le lundi **12 mai 2014 à Paris**. L'objectif est le partage entre les chercheurs du réseau, venus de toute l'Europe, de leurs résultats avec des partenaires, des entreprises, des politiques.

Le réseau NEUJOBS est un programme de recherche financé dans le cadre du 7^{ème} programme cadre de la Commission Européenne.



► Le Conseil Français de l'Énergie organise avec le CEA, la Fondation Tuck et IFPEN un colloque sur le thème « **Modes de vie et énergie dans les villes** ».

Ce colloque aura lieu le jeudi **5 juin 2014 à Paris**. L'objectif de cette journée est de permettre la rencontre des expertises académiques et de terrain, en examinant des exemples concrets proposés par différentes villes européennes.

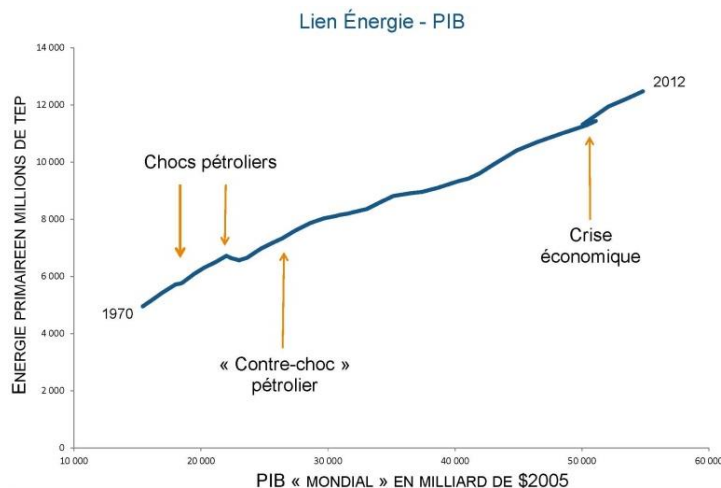
➤ LES DÉTERMINANTS DU PRIX DES PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES (1/2)

Cette recherche dirigée par Matthieu Glachant (CERNA - Mines ParisTech) a pour objectif d'identifier les déterminants des prix et des coûts des panneaux photovoltaïques.

Plusieurs facteurs d'évolution du prix des panneaux sont identifiés : l'expérience (mesurée par la capacité de production installée), les effets d'échelle (la taille moyenne des usines de production de panneaux), le prix du silicium et de l'argent et la R&D. D'après les premiers résultats du modèle on peut s'attendre à une baisse de 67 % du prix du module à l'horizon 2020. Plus précisément, le prix des modules photovoltaïques diminuerait de 20 % à chaque doublement de la capacité photovoltaïque installée. ... *suite au verso*

Février 2014

➤ ÉNERGIE ET PIB



Sources : Nations-Unies, BP Statistical Review

Le lien entre croissance économique et croissance de la consommation d'énergie a fait l'objet de nombreuses études et recherches approfondies. Le graphique ci-contre replace cette relation dans une perspective de long terme (1970 – 2012) et confirme la robustesse du lien entre consommation d'énergie et PIB. Le premier choc pétrolier passe quasiment inaperçu ; seul le second choc pétrolier entraîne un décrochage mais la courbe repart ensuite sur la même tendance. Quant au contre-choc pétrolier, il n'a quasiment aucune incidence sur cette relation. Plus récemment, on repère facilement la crise économique et financière : c'est la seule année de

récession mondiale sur cette période. Mais, après 2008, la courbe repart, avec peut-être même une pente plus accentuée sur les dernières années.

Ce dernier résultat se retrouve d'ailleurs dans les travaux du Conseil Mondial de l'Énergie qui constatent que la diminution de l'intensité énergétique mondiale, de l'ordre de 1,5 à 1,4 % sur la période 1990-2008, est plus faible en valeur absolue après la crise économique, de l'ordre de 0,5 % sur la période 2008-2011.

Cette courbe illustre l'un des principaux enjeux énergétiques. Le développement économique et le progrès social des pays en développement exigent – et c'est souhaitable – la croissance du PIB mondial. Si l'on ne change pas de « modèle », il s'en suivra une croissance de la consommation d'énergie avec des conséquences négatives sur l'environnement. Il faut donc infléchir la courbe en déconnectant économie et énergie. La résistance de la courbe aux chocs donne une idée de la difficulté à s'engager sur des chemins de développement plus sobres en énergie.

➤ LES DÉTERMINANTS DU PRIX DES PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES (2/2)

Sous ces hypothèses, le coût de l'électricité photovoltaïque n'atteindra celui de l'électricité conventionnelle avant 2020 que dans les régions très ensoleillées comme la Californie, l'Espagne ou l'Italie.

Le développement de l'industrie photovoltaïque est la conséquence de politiques publiques volontaristes de soutien qui s'appuient notamment sur des tarifs de rachat avantageux.

Si des tarifs de rachat élevés influencent le prix des panneaux et créent potentiellement des rentes au profit des producteurs de panneaux et d'autres acteurs de la filière, les régulateurs en charge des tarifs, conscients de ce risque, cherchent à minimiser cette rente en calant le niveau des tarifs au plus près du coût de l'électricité photovoltaïque. La recherche a porté sur le sens de la causalité observée. Les résultats indiquent que les variations de prix des modules induisent des changements des tarifs de rachat, et non l'inverse, depuis la fin de la période de pénurie du silicium en 2009. C'est une bonne nouvelle puisque cela suggère que le régulateur a été capable en ajustant les tarifs d'éviter une inflation du prix des modules et donc de limiter les rentes. Le rapport de cette recherche, financée par le CFE, est disponible sur www.wec-france.org/recherche.html



➤ VOTRE LETTRE

Chers lecteurs,

Vous venez de découvrir votre nouvelle Lettre du CFE. Celle-ci a fait peau neuve sans pour autant changer son objectif. N'hésitez pas à nous faire part de vos remarques afin qu'elle continue de répondre à vos besoins. Retrouvez cette lettre ainsi que les numéros précédents sur notre site dans la rubrique publications.